

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2783

[2009/203647]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'article 3;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, notamment les articles 2, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 19 mars 2009, 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o et 9^o, inséré par le décret du 19 mars 2009, 4, § 1^{er}, 5^o, 8^o, remplacé par le décret du 19 mars 2009, et 9^o, inséré par le décret du 19 mars 2009, 5, § 3, 6, modifiés par les décrets des 6 novembre 2008 et 19 mars 2009, 10, § 1^{er}, remplacé par le décret du 6 novembre 2008, § 2, remplacé par le décret du 6 novembre 2008 et modifié par le décret du 19 mars 2009, et § 3, remplacé par le décret du 6 novembre 2008, 12bis, alinéas 4 et 6, inséré par le décret du 19 mars 2009, et 13, alinéa 2, remplacé par le décret du 19 mars 2009;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, notamment l'article 43;

Vu le décret du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2008;

Vu l'avis n° 46.510/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, donné le 2 octobre 2008;

Considérant l'avis du Comité de gestion du FOREM, rendu le 2 octobre 2008;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne n° A 945, donné le 13 octobre 2008;

Considérant que le Gouvernement lorsqu'il précise à l'alinéa 2 de l'article 2 qu'il suspend la durée maximale de douze mois visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, du décret, il utilise son pouvoir d'exécution générale et qu'il a pour objectif de ne pas priver les bénéficiaires des MIRE d'un contrat de travail pouvant s'étendre sur une durée de trente-six mois, tout en ne mobilisant les MIRE qu'au moment (en début et en fin de contrat) où leur accompagnement des bénéficiaires a la plus grande plus-value;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "bénéficiaires accompagnés" : les bénéficiaires ayant conclu avec la MIRE une convention, telle que visée à l'article 4, § 1^{er}, 5^o, du décret et pour lequel la MIRE a mis en œuvre des actions comprenant au minimum les étapes prévues à l'article 8, § 3, 1^o à 5^o;

2^o "emploi durable et de qualité" : l'activité professionnelle visée par le dispositif, exercée dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail d'une durée totale d'au moins six mois dans les douze mois qui suivent la signature du premier contrat de travail et excluant les emplois tremplins et de transition;

3^o "emplois de transition" : les contrats de travail, tels que déterminés à l'article 3, § 1^{er}, 8^o, du décret, par définition limités dans le temps, durant les trois derniers mois desquels la MIRE assure la transition du travailleur vers un autre emploi, notamment :

a) un contrat de mise à l'emploi conclu en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

b) un contrat conclu dans le cadre du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

4^o "emplois tremplins" : les contrats de travail, tels que déterminés à l'article 3, § 1^{er}, 9^o, du décret, utilisés par les MIRE comme instrument formatif faisant partie de la méthodologie mise en œuvre pour favoriser l'insertion des bénéficiaires demandeurs d'emploi dans un emploi durable et de qualité, notamment :

a) un contrat de mise à l'emploi conclu en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

b) un contrat d'apprentissage industriel de professions salariées, conclu en application de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1983 relative à l'apprentissage industriel de professions salariées;

c) un contrat conclu dans le cadre du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

d) une convention de premier emploi, telle que visée à l'article 27, 2^o, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, d'une durée maximale de douze mois;

e) un ou plusieurs contrats de travail intérimaire ou à durée déterminée, d'une durée totale inférieure à cent dix jours ouvrables, si ces contrats de travail sont présentés comme moyen d'insertion dans le parcours du bénéficiaire vers un emploi durable et de qualité;

f) un contrat d'adaptation professionnelle, tel que visé à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

5^o "administration" : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

6^o "Ministre" : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

7^o "Intermire" : l'association sans but lucratif visée à l'article 12bis du décret et désignée par le Gouvernement.

Dans le cas d'un contrat visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, a), c) et f), la durée maximale de douze mois, visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o du décret, est suspendue à partir de la fin du troisième mois du contrat jusqu'au début du troisième mois précédant le terme de ce contrat.

Le Ministre peut préciser les listes visées à l'alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o.

CHAPITRE II. — *De la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément*

Art. 2. La demande d'agrément, dont le modèle est arrêté par le Ministre, est introduite par l'organisme requérant auprès de l'administration soit par courrier, soit par voie électronique.

Cette demande d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant :

1^o les statuts de l'organisme;

2^o la composition du conseil d'administration de l'organisme;

3^o la description du projet de l'organisme comportant ses finalités en matière d'insertion durable des bénéficiaires dans un emploi durable et de qualité, ses objectifs précis en termes de volume et de nature d'activités ainsi que de planification de celles-ci, compte tenu de l'analyse socio-économique sous-régionale des caractéristiques des demandeurs d'emploi et des besoins des entreprises, les méthodologies que cet organisme se propose d'appliquer et les moyens financiers, matériels et humains nécessaires à la réalisation de ses objectifs;

4^o une copie de l'accord de partenariat conclu avec le FOREm dans le cadre du dispositif;

5^o un projet de convention à conclure avec les bénéficiaires;

6^o un projet de convention à conclure avec les employeurs;

7^o un P.L.I.C. portant sur les trois années à venir.

Art. 3. Dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément, l'administration adresse à l'organisme un accusé de réception signalant que le dossier est complet ou réclamant les documents visant à le compléter. L'organisme dispose d'un délai de trente jours pour faire parvenir ces documents. A défaut, la demande est classée sans suite.

Lorsque l'administration constate l'existence d'une demande multiple, telle que visée à l'article 5, § 2, du décret, elle sollicite sans délai l'avis du C.S.E.F. Celui-ci remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la demande de l'administration. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Art. 4. Le dossier est instruit dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier complet et transmis au Ministre pour décision.

S'il s'agit d'une demande multiple telle que visée à l'article 3, alinéa 2, le délai est porté à nonante jours.

Art. 5. Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du dossier complet. La décision d'octroi ou de refus de l'agrément est notifiée, dans les dix jours de la réception de la décision du Ministre, par lettre recommandée à l'organisme et par courrier simple au C.S.E.F et au FOREm.

Art. 6. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'administration soit par courrier, soit par voie électronique, au plus tôt cent vingt jours et au plus tard soixante jours avant l'expiration de l'agrément en cours.

Cette demande de renouvellement d'agrément est accompagnée d'un dossier comportant les modifications apportées au dossier établi conformément à l'article 2.

La procédure établie aux articles 3 à 5 est applicable aux demandes de renouvellement d'agrément.

Art. 7. Le Ministre peut, après audition de la MIRE concernée, suspendre ou retirer l'agrément d'une MIRE qui ne respecte pas les conditions d'agrément édictées par ou en vertu du décret. L'agrément ne peut être suspendu pour une durée excédant nonante jours.

Passé le délai de suspension, le Ministre peut retirer l'agrément si la MIRE ne remplit toujours pas les conditions d'agrément édictées par ou en vertu du décret.

Les décisions relatives à la suspension ou au retrait de l'agrément sont notifiées par lettre recommandée à la MIRE et par courrier simple au C.S.E.F. et au FOREm.

La MIRE peut introduire un recours contre ces décisions auprès de la Commission de recours prévue par le dispositif et selon les modalités prévues à l'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

CHAPITRE III. — *Des modalités de mise en œuvre des actions d'accompagnement et d'insertion*

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 2 du décret, la MIRE a pour mission générale de mettre en œuvre des actions, collectives ou individuelles, d'insertion et d'accompagnement, pour des bénéficiaires qui lui sont prioritairement adressés par le FOREm, les opérateurs du dispositif et/ou en privilégiant les actions élaborées au départ des besoins des entreprises.

Ces actions consistent à :

1^o insérer les bénéficiaires dans un emploi durable et de qualité en s'appuyant sur des actions de formation professionnelle mises en œuvre par des opérateurs de formation dans le cadre d'un partenariat avec la MIRE, alternant formation en entreprise et en centres de formation et ne pouvant excéder une durée de trois cent soixante-cinq jours;

2^o accompagner les bénéficiaires dans leur recherche active d'emploi en exploitant, notamment, la méthodologie du "Jobcoaching", modélisée par les MIRE, pendant une durée maximale de trois cent soixante-cinq jours jusqu'à l'insertion dans un emploi durable et de qualité. Dans ce cadre, la MIRE offre au bénéficiaire les services et les supports logistiques nécessaires à son insertion professionnelle et, si nécessaire, intègre dans ceux-ci le soutien formatif d'un emploi tremplin.

L'emploi tremplin doit :

a) s'inscrire dans une démarche ayant pour objectif de déboucher sur un emploi durable et de qualité;

b) être suivi d'un accompagnement dans l'emploi tel que visé au § 2 par la MIRE, d'une durée maximale de cent quatre-vingts jours à partir de la mise à l'emploi.

L'emploi tremplin fait partie du programme d'actions à destination des bénéficiaires et n'est pas considéré comme un emploi durable et de qualité.

§ 2. L'accompagnement dans l'emploi des bénéficiaires comprend obligatoirement :

a) des entretiens réguliers avec les bénéficiaires et, le cas échéant, avec les employeurs, visant le maintien des bénéficiaires dans l'emploi;

b) le bilan des compétences acquises et l'accompagnement des bénéficiaires dans leurs démarches personnelles visant à faire reconnaître ou valider leurs compétences professionnelles;

c) l'évaluation par les bénéficiaires de l'accompagnement offert par la MIRE;

d) l'évaluation formative et participative des bénéficiaires en termes d'acquis et d'aptitudes;

La MIRE prend toutes mesures utiles, telles que précisées à l'article 8, § 4, d), en cas de difficultés rencontrées par les bénéficiaires, dans leur insertion dans l'emploi, pendant la période de l'accompagnement.

L'accompagnement se clôture par la signature conjointe par la MIRE et les bénéficiaires du bilan final de l'accompagnement.

Par dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, a), les entretiens réguliers avec chaque bénéficiaire et, le cas échéant, avec son employeur, peuvent être interrompus à la demande expresse d'un bénéficiaire, et sur base d'une attestation signée par ce dernier et annexée à son dossier individuel, tel que visé à l'article 9, § 2.

§ 3. En fonction des besoins des bénéficiaires et de leur parcours, les actions visées au § 1^{er}, alinéa 2, comprennent notamment les étapes suivantes :

1° la prospection des postes de travail;

2° l'information et le recrutement des bénéficiaires, en privilégiant les bénéficiaires issus de passerelles et filières dans le cadre du dispositif;

3° la négociation et l'analyse avec l'employeur de la fonction et des compétences techniques et professionnelles liées au poste vacant;

4° la détermination des emplois recherchés par le bénéficiaire sur base du bilan individuel visé à l'article 8, § 4;

5° des séquences de formation négociées avec les opérateurs de formation ou des séquences d'ajustement, d'immersion en entreprise et de préparation au monde du travail, en ce compris la recherche active d'emploi;

6° le suivi formalisé du bénéficiaire pendant toute la durée de la convention visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, du décret, aboutissant à la signature d'un contrat de travail durable et de qualité et le suivi dans l'emploi d'une durée de cent quatre-vingts jours après la signature de ce contrat de travail.

§ 4. Le suivi des bénéficiaires se base sur un bilan individuel, personnel et professionnel dont le modèle est visé à l'article 2, § 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, réalisé et/ou actualisé avec les bénéficiaires. Ce suivi comprend les étapes suivantes :

a) l'accompagnement psychosocial des bénéficiaires incluant les actions visant à lever les freins à la mise à l'emploi;

b) les actions visant la préparation des bénéficiaires à la recherche active d'emploi dans le but de faciliter leur autonomie sur le marché du travail;

c) l'accompagnement des bénéficiaires dans leurs démarches personnelles visant à faire reconnaître ou valider leurs compétences professionnelles;

d) des rencontres régulières, au minimum mensuelles, dans le cadre du suivi dans l'emploi et, en cas de besoin, des rencontres d'intermédiation entre les bénéficiaires, les employeurs, le personnel de l'entreprise et/ou les représentants des travailleurs.

§ 5. Toute action réalisée dans le cadre du suivi visé au § 3, 6°, est consignée dans les dossiers individuels des bénéficiaires. Ceux-ci disposent d'un droit de consultation et de rectification des données.

§ 6. Un référent est attribué à chacun des bénéficiaires tout au long de son parcours dans la MIRE et pendant les éventuelles passerelles et filières dont il bénéficie dans le cadre de son accompagnement. Le référent formalise des entretiens au minimum mensuels avec le bénéficiaire.

§ 7. La MIRE doit, pour chaque action collective, mettre sur pied un comité d'accompagnement réunissant les partenaires du projet et établir un dossier descriptif comportant les éléments suivants :

1° le poste de travail recherché ou proposé;

2° les partenaires du projet et leurs modalités d'intervention précises;

3° la composition du comité d'accompagnement ainsi que le calendrier des réunions de celui-ci;

4° les modalités d'évaluation de l'action concernée.

Art. 9. § 1^{er}. La MIRE conclut avec le bénéficiaire une convention précisant notamment les éléments suivants :

1° les droits et obligations des deux parties, en ce compris la possibilité de recours ouverte en vertu du Dispositif;

2° le ou les emploi(s) recherché(s) ou proposé(s) tels qu'ils découlent du bilan individuel, prévu à l'article 8, § 4;

3° le type et les modalités d'accompagnement proposés aux bénéficiaires, en ce compris pendant la durée de la formation chez les opérateurs ou du suivi et pendant les six mois suivant la signature du contrat de travail;

4° le contenu et les modalités du bilan individuel prévu à l'article 8, § 4;

5° les différentes étapes prévues pour chaque action d'accompagnement et d'insertion, leur durée et leurs objectifs;

6° les modalités du bilan final visé à l'article 8, § 2.

§ 2. La MIRE établit, pour chaque bénéficiaire, un dossier individuel qui comprend au minimum les données signalétiques du bénéficiaire, la convention visée au § 1^{er}, le bilan individuel visé à l'article 8, § 4, la synthèse des actions menées et des entretiens de suivi, le bilan final visé à l'article 8, § 2, la liste des emplois tremplins ainsi que les données relatives au(x) contrat(s) de travail conclu(s) par le bénéficiaire en ce compris les coordonnées des entreprises ou employeurs.

Art. 10. La MIRE conclut avec l'employeur une convention précisant le type d'intervention, le type de contrat, sa durée, les modalités de l'accompagnement du bénéficiaire et, le cas échéant, l'organisation d'un comité d'accompagnement.

CHAPITRE IV. — *Le P.L.I.C., le plan d'actions annuel et le rapport annuel d'activités*

Art. 11. La MIRE élabore un P.L.I.C., d'une durée de trois ans correspondant à la durée de l'agrément, qu'elle transmet au Ministre simultanément à sa demande d'agrément. Ce P.L.I.C. fait l'objet d'une concertation avec le FOREm et avec le C.S.E.F. et tient compte de la réalité socio-économique de la sous-région.

Les données nécessaires à l'analyse sont fournies par le FOREm et le C.S.E.F.

Le P.L.I.C. s'appuie sur une analyse de la répartition des demandeurs d'emploi inoccupés de la sous-région et du bassin d'emploi selon leur localisation sous-régionale, selon le genre, l'âge, le degré de formation, le niveau de qualification, l'expérience professionnelle, la durée d'inoccupation, l'origine, le handicap et tout autre facteur pertinent pour la sous-région.

Le P.L.I.C. tient compte des entreprises de la sous-région, de leur secteur, de leur taille, de leurs besoins en qualification, du volume des offres d'emploi et des éventuelles pénuries d'emploi constatées.

Le P.L.I.C. tient également compte des opérateurs de formation et d'insertion présents sur le territoire.

Il comporte un budget prévisionnel qui détaille les sources de financement potentielles.

Le FOREm remet à la MIRE et au Ministre son avis sur le P.L.I.C. et son accord sur le financement qui est sollicité du FOREm par la MIRE. Cet accord constitue une condition sine qua non de recevabilité du dossier d'agrément.

Le Ministre approuve le P.L.I.C. ou en demande la révision, en tout ou partie, sur base des critères visés aux alinéas 3 à 6, dans les trente jours qui suivent la réception du P.L.I.C. et des avis et accord du FOREm, y afférents.

La non-approbation du P.L.I.C. par le Ministre, après audition de la MIRE concernée, peut entraîner la suspension de l'agrément pour une durée maximale de nonante jours. La MIRE dispose de ce délai pour transmettre à l'Administration une révision de son P.L.I.C.

Le refus du P.L.I.C. par le Ministre entraîne le refus ou le retrait de l'agrément.

Les décisions du Ministre relatives à la suspension, au refus ou au retrait de l'agrément ainsi que les éléments, reposant sur les critères visés aux alinéas 3 à 6, justifiant ces décisions, sont notifiés à la MIRE par lettre recommandée et, par courrier simple, au C.S.E.F. et au FOREm.

La MIRE peut introduire, dans les trente jours de leur réception, un recours contre ces décisions auprès de la Commission de recours instituée par le dispositif et selon les modalités prévues à l'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Art. 12. La MIRE élabore son plan d'actions annuel en concertation avec le FOREm afin d'établir les filières et passerelles conformément au dispositif;

Le plan d'actions annuel décline le P.L.I.C. qu'il réoriente en partie, si nécessaire, en fonction des évolutions de l'environnement socio-économique.

La MIRE présente son plan d'actions relatif à l'année civile suivante à la Commission consultative sous-régionale du dispositif. Ce plan d'actions annuel est ensuite transmis pour le 1^{er} octobre au plus tard à l'administration.

Ce plan d'actions annuel, dont le modèle est arrêté par le Ministre, comporte la description des actions envisagées, y compris les actions délocalisées, ainsi que les actions de recherche et de développement en matière d'insertion socioprofessionnelle.

Le plan d'actions annuel précise, en cohérence avec le P.L.I.C., les objectifs des actions planifiées, leur durée, le nombre de bénéficiaires concernés en regard de l'analyse des besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi particulièrement fragilisés et des caractéristiques de ceux-ci, ainsi que les partenariats et la méthodologie envisagés.

De plus, le plan d'actions annuel prévoit que 50 % des actions individuelles ou collectives, au minimum, sont élaborées au départ des besoins des entreprises.

Le plan d'actions annuel comprend un budget prévisionnel détaillé identifiant les besoins et les ressources, en termes de ressources humaines, matérielles et financières.

L'effectif du personnel nécessaire à la MIRE se calcule suivant la règle d'un équivalent temps plein pour un minimum de vingt bénéficiaires accompagnés, quelle que soit la fonction exercée au sein de la MIRE, nombre auquel il convient d'ajouter trois travailleurs équivalents temps plein affectés à la coordination et à la gestion administrative de la MIRE.

Art. 13. Le Ministre approuve le plan d'actions annuel pour le 1^{er} décembre de l'année précédant celle sur laquelle le plan porte ou en demande la révision.

La non-approbation du plan d'actions annuel par le Ministre, après audition de la MIRE concernée, peut entraîner une suspension de l'agrément pour une durée maximale de nonante jours. La MIRE dispose de ce délai pour proposer un nouveau plan d'action revu à la lumière des éléments qui lui ont été communiqués comme justifiant la demande de révision.

Le refus du plan d'actions annuel par le Ministre peut entraîner un retrait de l'agrément.

Les décisions du Ministre relatives à la suspension ou au retrait de l'agrément sont notifiées par lettre recommandée à la MIRE et par courrier simple au C.S.E.F et au FOREm.

La MIRE peut introduire un recours contre ces décisions auprès de la Commission de recours instituée par le dispositif et selon les modalités prévues à l'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Art. 14. La MIRE remet au Ministre un rapport d'activités portant sur l'année civile écoulée, généré électroniquement au départ de l'application informatique commune aux MIRE, "MIRABEL", pour le 15 avril au plus tard de l'année civile suivant celle sur laquelle porte le rapport.

Ce rapport d'activités, dont le modèle est arrêté par le Ministre, doit refléter l'activité de la MIRE. Il comprend, notamment :

1° les modifications éventuelles concernant la composition du conseil d'administration et le personnel occupé par la MIRE;

2° les données quantitatives et qualitatives, en regard des objectifs fixés par le plan d'actions annuel et tels que définis dans le P.L.I.C. en fonction des facteurs liés à l'environnement socio-économique ou encore fondés sur des événements intervenus lors de l'année écoulée, et, par ailleurs, les processus mis en place pour atteindre ces objectifs;

3° une analyse critique des succès et des éventuels échecs rencontrés;

4° les indices de satisfaction des acteurs concernés à savoir les bénéficiaires, les opérateurs partenaires et les employeurs;

5° le bilan financier et les comptes de l'année écoulée, au format prévu par ou en vertu de l'article 17, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, tels qu'approuvés par l'assemblée générale.

Le rapport d'activités doit présenter clairement les éléments permettant au Ministre de vérifier que le plan d'actions, tel qu'approuvé par celui-ci, a été exécuté à 85 % au minimum et qu'un minimum de 50 % des bénéficiaires accompagnés sont insérés dans l'emploi, hors emploi tremplin ou de transition.

Art. 15. Le Ministre approuve le rapport d'activités pour le 1^{er} juillet au plus tard ou demande des informations complémentaires.

La non-approbation par le Ministre, après audition de la MIRE concernée, du rapport d'activités peut entraîner la suspension de l'agrément pour une durée maximale de nonante jours. Pendant ce délai, la MIRE peut compléter le rapport d'activités, y apporter des corrections, si nécessaire, ou apporter les preuves justifiant son activité.

La non-approbation définitive du rapport d'activités annuel peut entraîner le retrait de l'agrément de la MIRE.

La décision du Ministre relative à la suspension ou au retrait de l'agrément est notifiée par lettre recommandée à la MIRE et par courrier ordinaire au C.S.E.F. et au FOREm.

La MIRE peut introduire un recours contre ces décisions auprès de la Commission de recours instituée par le dispositif et selon les modalités prévues à l'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

CHAPITRE V. — *De la subvention annuelle de fonctionnement*

Art. 16. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre octroie à la MIRE une subvention de fonctionnement déterminée sur base du P.L.I.C. et pour la durée de celui-ci.

Cette subvention peut toutefois être revue annuellement, à la baisse, ou encore bénéficier d'un bonus, sur base du rapport d'activités annuel.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} comporte un socle de base, un montant variable et, le cas échéant, un bonus.

Le socle de base, correspondant à 70 % de la subvention dont le montant global est calculé sur base de l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret, peut notamment être octroyé sous forme d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Le montant variable, équivalant à 30 % maximum de la subvention dont le montant global est calculé sur base de l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret, est octroyé en fonction de la réalisation des objectifs du plan d'actions annuel.

Ce montant variable est totalement attribué si les objectifs du plan d'actions annuel sont atteints à concurrence de minimum 85 %, en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires accompagnés, et si un minimum de 50 % des bénéficiaires accompagnés sont insérés dans l'emploi, hors emploi tremplin ou de transition.

Si ces seuils ne sont pas atteints, le montant variable est réduit au prorata des résultats atteints

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} peut également comprendre un bonus, représentant au maximum 20 % de la subvention dont le montant global est calculé sur base de l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret.

Le bonus peut être octroyé par le Ministre en fonction des performances de la MIRE, mesurées au prorata du dépassement des objectifs du plan d'actions annuel.

Ce bonus peut également être octroyé pour soutenir des projets ciblant des publics caractérisés par un degré d'éloignement du marché de l'emploi particulièrement significatif, des projets atteignant un taux particulièrement élevé d'insertion dans des emplois durables et de qualité ou encore des projets menant à des emplois durables se démarquant par leur qualité, en termes de statuts ou de contrats proposés aux bénéficiaires, de possibilités de promotion dans l'entreprise ou de formation continue.

Le Ministre précise le mode de calcul du bonus après avis de l'I.W.E.P.S. sur les caractéristiques des publics et projets identifiées comme pouvant donner lieu à l'octroi d'un bonus.

Art. 17. Les MIRE transmettent à l'administration, pour le 31 janvier, les listes exhaustives des personnes occupées, des bénéficiaires insérés, suite aux actions menées par la MIRE durant l'année précédente, dans un emploi durable et de qualité et dont le suivi dans l'emploi est terminé par le bilan visé à l'article 8, § 2, et des bénéficiaires accompagnés, visés à l'article 8, § 3, 5^o, pendant le premier semestre de l'année précédente et, pour le 31 août, les listes exhaustives des bénéficiaires insérés et des bénéficiaires accompagnés, selon ces mêmes critères, durant le second semestre de l'année précédente.

CHAPITRE VI. — *La reconnaissance et l'octroi de subventions à l'Intermire*

Art. 18. En application de l'article 12bis, alinéas 3 et 4, du décret, le Gouvernement désigne, sur proposition du Ministre, l'Intermire chargée d'exécuter les missions visées à l'article 12bis, alinéa 1^{er}, du décret.

Art. 19. L'Intermire doit, afin de bénéficier des subventions, respecter les conditions suivantes :

1^o le président du conseil d'administration est élu à la majorité simple par les représentants de chacun des conseils d'administration des MIRE, tels que visés à l'article 4, § 1^{er}, 4^o, d) et e), du décret, et les quatre représentants désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne, constituant le conseil d'administration de l'Intermire;

2^o le conseil d'administration prend toutes ses décisions à la majorité simple;

3^o un représentant du FOREm et un représentant de l'administration siègent comme observateurs au Conseil d'administration;

4^o l'Intermire ne peut intervenir dans la gestion d'une MIRE;

5^o l'Intermire établit un plan d'actions bisannuel et un rapport d'activités annuel qu'elle transmet aux instances des MIRE, au Conseil économique et social de la Région wallonne et au Ministre;

6^o l'Intermire constitue des groupes de travail opérationnels par thématique abordée, composés de représentants des MIRE, de personnes mandatées par elles ou d'experts;

7^o l'Intermire assure l'organisation, l'animation, le suivi et le secrétariat de ces groupes de travail.

L'Intermire soumet son règlement d'ordre intérieur à l'approbation du Ministre.

Le Ministre conclut avec l'Intermire la convention visée à l'article 12bis, alinéa 2, du décret, laquelle prévoit une évaluation annuelle conditionnant sa reconduction.

Art. 20. Pour le 1^{er} octobre au plus tard, le Conseil économique et social de la Région wallonne remet, sur base des P.L.I.C., plans d'actions et rapports d'activités qui lui seront communiqués par l'administration, ainsi que de toute information complémentaire de nature à éclairer le Conseil économique et social de la Région wallonne sur la mise en œuvre du décret, un rapport annuel sur l'exécution du décret, au Ministre qui est chargé de le présenter au Gouvernement.

En exécution de l'article 10, § 2, du décret, le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement wallon pour le 1^{er} décembre au plus tard.

CHAPITRE VII. — *Dispositions et finales et abrogatoires*

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi est abrogé.

Art. 22. Les articles 33 à 39 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, le décret du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Art. 23. Les MIRE agréées avant l'entrée en vigueur du décret conservent leur agrément jusqu'à l'obtention de l'agrément octroyé selon les conditions et modalités du décret et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2009.

Art. 24. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2783

[2009/203647]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op de artikelen 2, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, 3, § 1, eerste lid, 8^o en 9^o, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, 4, § 1, 5^o, 8^o, vervangen bij het decreet van 19 maart 2009, en 9^o, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, 5, § 3, 6, gewijzigd bij de decreten van 6 november 2008 en 19 maart 2009, 10, § 1, vervangen bij het decreet van 6 november 2008, § 2, vervangen bij het decreet van 6 november 2008 en gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, en § 3, vervangen bij het decreet van 6 november 2008, 12bis, vierde en zesde lid, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, en 13, tweede lid, vervangen bij het decreet van 19 maart 2009;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2008;

Gelet op het advies nr. 46.510/2 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle" (Gewestelijke adviescommissie van het geïntegreerde stelsel inzake socioprofessionele integratie), gegeven op 2 oktober 2008;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de FOREm, gegeven op 2 oktober 2008;

Gelet op het advies nr. A 945 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 13 oktober 2008;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze in het tweede lid van artikel 2 bepaalt dat ze de in artikel 3, § 1, eerste lid, 9^o, van het decreet bedoelde maximumduur opschort, gebruik maakt van haar algemene uitvoeringsbevoegdheid en tot doel heeft de rechthebbenden op de MIRE niet te onthouden van een arbeidsovereenkomst die een duur van 36 maanden kan bestrijken, waarbij de MIRE pas gemobiliseerd worden op het tijdstip (begin en einde contract) waarop de begeleiding van de rechthebbenden de grootste meerwaarde heeft;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "begeleide rechthebbenden" : de rechthebbenden die met de MIRE een overeenkomst gesloten hebben, zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 5^o, van het decreet, en voor wie de MIRE acties ten uitvoer gelegd heeft die minstens de in artikel 8, § 3, 1^o tot 5^o bedoelde fasen omvatten;

2^o "duurzame en kwaliteitsvolle baan" : de beroepsactiviteit waarop het stelsel betrekking heeft, uitgeoefend in het kader van één of meer arbeidscontracten met een totale duur van minstens zes maanden in de loop van de twaalf maanden na de ondertekening van het eerste arbeidscontract, met uitsluiting van de startbaan- en overgangsbetrekkingen;

3^o "overgangsbetrekkingen" : de arbeidscontracten, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 8^o, van het decreet, per definitie in de tijd beperkt, gedurende de drie laatste maanden waarvan de MIRE zorgt voor de overgang van de werknemer naar een andere betrekking, met name :

a) een tewerkstellingscontract gesloten overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) een contract gesloten in het kader van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

4° "startbaanbetrekkingen" : de arbeidscontracten, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 9°, van het decreet, gebruikt door de MIRE als een vormingsmiddel dat deel uitmaakt van de methodologie die aangewend wordt ter bevordering van de inschakeling van werkzoekenden in een duurzame en kwaliteitsvolle baan, met name :

a) een tewerkstellingscontract gesloten overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) een industriële leerovereenkomst betreffende de beroepen uitgeoefend door de loontrekkende werknemers, gesloten overeenkomstig artikel 3 van de wet van 19 juli 1983 betreffende het industrieel leerlingwezen voor de beroepen uitgeoefend door de loontrekkende werknemers;

c) een contract gesloten in het kader van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

d) een startbaanovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 27, 2°, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, die maximum twaalf maanden loopt;

e) één of meer uitzendarbeidscontracten of contracten van bepaalde duur, van een totale duur van minder dan honderdtien dagen indien die contracten voorgesteld worden als een middel om de rechthebbende te leiden naar een duurzame en kwaliteitsvolle baan;

f) een omscholingsovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bevordering van de gelijkheid van kansen voor de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

5° "administratie" : de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

6° "Minister" : de Minister van Tewerkstelling;

7° "Intermire" : de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 12bis van het decreet en aangewezen door de Regering.

Voor een contract bedoeld in het eerste lid, 4°, a), c) en f), wordt de in artikel 3, § 1, eerste lid, 9°, van het decreet bedoelde maximumduur van twaalf maanden opgeschort vanaf het einde van de derde maand van het contract tot het begin van de derde maand die voorafgaat aan de vervaldatum ervan.

De lijsten bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, kunnen nader bepaald worden door de Minister.

HOOFDSTUK II — *Procedure van toekenning, hernieuwing, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 2. De erkenningsaanvraag, waarvan het model door de Minister bepaald wordt, wordt door de verzoekende instelling ingediend, hetzij per post, hetzij langs de elektronische weg.

De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van een dossier met :

1° de statuten van de instelling;

2° de samenstelling van de raad van bestuur van de instelling;

3° de omschrijving van het project van de instelling, met inbegrip van de finaliteiten ervan inzake de duurzame inschakeling van de rechthebbenden in een duurzame en kwaliteitsvolle baan, de exacte doelstellingen ervan inzake de omvang en de aard van de activiteiten, alsook inzake planning van die activiteiten, rekening houdend met de subregionale sociaal-economische analyse van de eigenschappen van de werkzoekenden en de behoeften van de ondernemingen, de methodes die de instelling zich voorneemt toe te passen en de financiële, materiële en menselijke middelen die nodig zijn om haar doelstellingen te verwezenlijken;

4° een afschrift van de partnerschapsovereenkomst gesloten met de FOREm in het kader van het stelsel;

5° een met de rechthebbenden te sluiten ontwerp van overeenkomst;

6° een met de werkgevers te sluiten ontwerp van overeenkomst;

7° een P.L.I.C. over de komende drie jaren.

Art. 3. Binnen een termijn van tien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige erkenningsaanvraagdossier, richt de administratie een bericht van ontvangst aan de instelling om haar erop te wijzen dat het dossier volledig is of om ontbrekende stukken op te eisen. De instelling beschikt over een termijn van dertig dagen om die stukken in te dienen. Indien de voorgeschreven termijn niet in acht genomen wordt, wordt geen gevolg aan de aanvraag gegeven.

Wanneer de administratie het bestaan van een veelvoudige aanvraag vaststelt, zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet, verzoekt ze de C.S.E.F. zo spoedig mogelijk om advies. De C.S.E.F. brengt advies uit binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van het verzoek van de administratie. Zoniet wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 4. Het dossier wordt onderzocht binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier, en onderworpen aan de beslissing van de Minister.

Indien het gaat om een veelvoudige aanvraag, zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid, wordt de termijn tot negentig dagen verlengd.

Art. 5. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van verzending van het volledige dossier.

De beslissing tot toekenning of tot weigering van de erkenning wordt binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister meegedeeld, bij aangetekend schrijven aan de instelling en per gewone post aan de C.S.E.F. en aan de FOREm.

Art. 6. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt hetzij per post, hetzij langs de elektronische weg bij de administratie ingediend, op zijn vroegst honderdtwintig en uiterlijk zestig dagen voor de verstrijksdatum van de lopende erkenning.

De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning gaat vergezeld van een dossier met de wijzigingen aangebracht in het overeenkomstig artikel 2 aangelegde dossier.

De procedure bedoeld in de artikelen 3 tot 5 is toepasselijk op de aanvragen tot hernieuwing van de erkenning.

Art. 7. De Minister kan de erkenning van een MIRE die de bij of krachtens het decreet gestelde erkenningsvoorwaarden niet vervult, na verhoor opschorten of intrekken. De erkenning mag hoogstens negentig dagen opgeschort worden.

Na afloop van de opschortingstermijn kan de Minister de erkenning intrekken indien de MIRE de bij of krachtens het decreet gestelde erkenningsvoorwaarden nog steeds niet vervult.

De beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning worden bij aangetekend schrijven aan de MIRE en per gewone post aan de C.S.E.F. en aan de FOREm meegedeeld.

De MIRE kan bij de Commissie van beroep waarin het stelsel voorziet een beroep tegen die beslissingen instellen met inachtneming van de modaliteiten bedoeld in artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

HOOFDSTUK III. — Modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de begeleidings- en inschakelingsacties

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 2 van het decreet heeft de MIRE als algemene opdracht de tenuitvoerlegging van collectieve of individuele begeleidings- en inschakelingsacties ten gunste van de rechthebbenden die haar bij voorrang gestuurd worden door de FOREm, de operatoren van het stelsel en/of door voorrang te geven aan de acties uitgewerkt op grond van de behoeften van de ondernemingen.

Die acties betreffen :

1° de inschakeling van de rechthebbenden in een duurzame en kwaliteitsvolle baan op basis van beroepsopleidingsacties gevoerd door vormingsoperatoren in het kader van een partnerschap met de MIRE, waarbij bedrijfsopleiding en vormingscentra afgewisseld worden; dit proces duurt hoogstens driehonderdvijfenzestig dagen;

2° de begeleiding van de rechthebbenden bij het actief zoeken naar een baan door de aanwending van, o.a., de methodologie "Jobcoaching", gemodeliseerd door de MIRE, gedurende maximum driehonderdvijfenzestig dagen tot de inschakeling in een duurzame en kwaliteitsvolle baan. In dat kader verschaft de MIRE aan de rechthebbende de logistieke diensten en middelen die nodig zijn voor zijn beroepsinschakeling en vult ze die middelen desnoods aan met de opleidingssteun van een startbaanbetrekking.

De startbaanbetrekking moet :

a) kaderen in een benaderingswijze die erop gericht is tot een duurzame en kwaliteitsvolle baan te leiden;

b) gevolgd worden door een begeleiding in de tewerkstelling, zoals bedoeld in § 2, door de MIRE, waarbij die begeleiding vanaf de tewerkstelling niet langer dan honderdtachtig dagen mag duren.

De startbaanbetrekking maakt deel uit van het actieprogramma ten gunste van de rechthebbenden en wordt niet als een duurzame en kwaliteitsvolle baan beschouwd.

§ 2. De begeleiding in de tewerkstelling van de rechthebbenden omvat :

a) regelmatige gesprekken met de rechthebbenden en, desgevallend, met de werkgevers, die de handhaving van de rechthebbenden in de betrekking beogen;

b) de balans van de verworven vaardigheden en de begeleiding van de rechthebbenden in hun persoonlijke stappen met het oog op de erkenning of de validering van hun beroepsvaardigheden;

c) de evaluatie door de rechthebbenden van de door de MIRE geboden begeleiding;

d) de formatieve en participatieve evaluatie van de rechthebbenden inzake verworvenheden en bekwaamheden.

De MIRE neemt alle nuttige maatregelen, zoals nader bepaald in artikel 8, § 4, d), wanneer de rechthebbenden bij hun inschakeling in de betrekking moeilijkheden ondervinden tijdens de begeleidingsperiode.

De begeleiding eindigt na de ondertekening van de eindbalans ervan door de MIRE en de rechthebbenden.

In afwijking van § 2, eerste lid, a), kunnen de regelmatige gesprekken met elke rechthebbende en, desgevallend, met zijn werkgever onderbroken worden op uitdrukkelijk verzoek van een rechthebbende en op basis van een door hem getekend attest dat bij zijn individueel dossier gevoegd wordt, zoals bedoeld in artikel 9, § 2.

§ 3. Al naar gelang van de behoeften van de rechthebbenden en van hun traject omvatten de in § 1, tweede lid, bedoelde acties de volgende fasen :

1° de opsporing van de arbeidsposten;

2° de voorlichting en de werving van de rechthebbenden, waarbij voorrang gegeven wordt aan de rechthebbenden voortkomend uit overstap- en opleidingsmogelijkheden in het kader van het stelsel;

3° de onderhandeling en de analyse met de werkgever van de functie en de technische en beroepsvaardigheden i.v.m. de vacante betrekkingen;

4° de bepaling van de betrekkingen gezocht door de rechthebbende op basis van de individuele balans bedoeld in artikel 8, § 4;

5° opleidingssequenties die het voorwerp zijn van onderhandelingen met de vormingsoperatoren of sequenties inzake aanpassing, immersie in een bedrijf en voorbereiding op de arbeidswereld, inclusief het actief zoeken naar een baan;

6° de geformaliseerde opvolging van de rechthebbende gedurende de gezamenlijke looptijd van de overeenkomst bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het decreet, die leidt tot de ondertekening van een duurzaam en kwaliteitsvol arbeidscontract, en de opvolging in de betrekking gedurende honderdtachtig dagen na de ondertekening van dat arbeidscontract.

§ 4. De opvolging van de rechthebbenden baseert zich op een individuele, persoonlijke beroepsbalans waarvan het model vastligt in artikel 2, § 1, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, opgemaakt en/of bijgewerkt met de rechthebbenden. Die opvolging bestaat uit de volgende fasen :

a) de psycho-sociale begeleiding van de rechthebbenden, inclusief de acties die de versnelling van de tewerkstelling beogen;

b) de acties tot voorbereiding van de rechthebbenden op het actief zoeken naar een baan ten einde hun autonomie op de arbeidsmarkt te bevorderen;

c) de begeleiding van de rechthebbenden in hun persoonlijke stappen met het oog op de erkenning of de validering van hun beroepsvaardigheden;

d) regelmatige ontmoetingen, minstens maandelijks, in het kader van de opvolging in de betrekking en, desnoods, bemiddelingsontmoetingen tussen de rechthebbenden, de werkgevers, het personeel van de onderneming en/of de vertegenwoordigers van de werknemers.

§ 5. Elke actie verricht in het kader van de opvolging bedoeld in § 3, 6°, wordt vermeld in de individuele dossiers van de rechthebbenden. De rechthebbenden hebben het recht om de gegevens in te kijken en te corrigeren.

§ 6. Voor elke rechthebbende wordt een referent aangewezen gedurende hun traject in de MIRE en gedurende de eventuele overstapmogelijkheden en -opleidingen waarvoor hij in aanmerking komt in het kader van zijn begeleiding. De referent formaliseert minstens maandelijkse onderhouden met de rechthebbende.

§ 7. De MIRE richt voor elke collectieve actie een begeleidingscomité op dat uit de partners van het project samengesteld is en legt een beschrijvend dossier aan waarin de volgende elementen voorkomen :

- 1° de gezochte of voorgestelde arbeidspost;
- 2° de partners van het project en de precieze interventiemodaliteiten;
- 3° de samenstelling van het begeleidingscomité, alsook de kalender van de vergaderingen ervan;
- 4° de modaliteiten voor de evaluatie van bedoelde actie.

Art. 9. § 1. De MIRE sluit met de rechthebbende een overeenkomst waarin o.a. de volgende elementen vastliggen :

1° de rechten en verplichtingen van beide partijen, inclusief de mogelijkheid om een beroep in te dienen krachtens het stelsel;

2° de gezochte of voorgestelde betrekking(en) zoals ze voortvloeien uit de individuele balans, bepaald bij artikel 8, § 4;

3° het type begeleiding en de begeleidingsmodaliteiten voorgesteld aan de rechthebbenden, inclusief tijdens de duur van de opleiding bij de operatoren of van de opvolging en gedurende de zes maanden na de ondertekening van het arbeidscontract;

4° de inhoud en de modaliteiten van de individuele balans bedoeld in artikel 8, § 4;

5° de verschillende fasen voorzien voor elke begeleidings- en inschakelingsactie, de duur en de doelstellingen ervan;

6° de modaliteiten van de eindbalans bedoeld in artikel 8, § 2.

§ 2. De MIRE legt voor elke rechthebbende een individueel dossier aan dat op zijn minst de volgende elementen bevat : de kenmerkende gegevens van de rechthebbende, de overeenkomst bedoeld in § 1, de individuele balans bedoeld in artikel 8, § 4, de synthese van de gevoerde acties en van de opvolgingsgesprekken, de eindbalans bedoeld in artikel 8, § 2, de lijst van de startbaanbetrekkingen, alsook de gegevens betreffende de arbeidsovereenkomst(en) gesloten door de rechthebbende, inclusief de personalia van de ondernemingen of de werkgevers.

Art. 10. De MIRE sluit met de werkgever een overeenkomst waarin melding wordt gemaakt van het type tussenkomst, het type contract, de duur hiervan, de modaliteiten voor de begeleiding van de rechthebbende en, desgevallend, de organisatie van een begeleidingscomité.

HOOFDSTUK IV. — P.L.I.C., jaarlijks actieplan en jaarlijks activiteitenrapport

Art. 11. De MIRE werkt een P.L.I.C. uit dat net zoals de erkenning een duur van drie jaar heeft, en legt het samen met haar erkenningsaanvraag aan de Minister over. Dat P.L.I.C. is het voorwerp van een overleg met de FOREm en de C.S.E.F. en houdt rekening met de sociaal-economische realiteit van de subregio.

De gegevens die voor de analyse nodig zijn worden door de FOREm en de C.S.E.F. verstrekt.

Het P.L.I.C. gaat uit van een analyse van de verspreiding van de werkloze werkzoekenden van de subregio en van het tewerkstellingsbekken volgens hun subregionale lokalisering, geslacht, leeftijd, opleidingsgraad, kwalificatieniveau, beroepservaring, werkloosheidsduur, herkomst, handicap en elke andere factor die relevant is voor de subregio.

Het P.L.I.C. houdt rekening met de ondernemingen van de subregio, met hun sector, omvang, kwalificatiebehoeften, met de omvang van de vacatures en, eventueel, de vastgestelde baanschaarste.

Het P.L.I.C. houdt ook rekening met de opleidings- en inschakelingsoperatoren die aanwezig zijn op het grondgebied.

Het bevat een vooruitlopende begroting die de potentiële financieringsbronnen uitvoerig beschrijft.

De FOREm geeft de MIRE en de Minister advies over het P.L.I.C. en zijn akkoord over de financiering waar de MIRE de FOREm om verzoekt. Dat akkoord is een voorwaarde sine qua non voor de ontvankelijkheid van het erkenningsdossier.

De Minister keurt het P.L.I.C. goed of vraagt binnen dertig dagen na ontvangst ervan, alsook van de adviezen en van het akkoord van de FOREm die erop betrekking hebben, dat het geheel of gedeeltelijk herzien wordt op basis van de criteria bedoeld in de leden 3 tot 6.

Indien het P.L.I.C. na verhoor van de betrokken MIRE niet goedgekeurd wordt door de Minister, kan de erkenning maximum negentig dagen opgeschort worden. De MIRE moet binnen die termijn een herziening van haar P.L.I.C. aan de Administratie richten.

De afwijzing van het P.L.I.C. door de Minister kan de weigering of de intrekking van de erkenning tot gevolg hebben.

De beslissingen van de Minister tot opschorting, weigering of intrekking van de erkenning, alsook de elementen die de beslissingen rechtvaardigen en die gegrond zijn op de criteria bedoeld in de leden 3 tot 6, worden bij aangetekend schrijven aan de MIRE en per gewone post aan de C.S.E.F. en aan de FOREm meegedeeld.

De MIRE kan binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissingen ertegen beroep instellen bij de door het stelsel ingestelde Commissie van beroep, volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Art. 12. De MIRE werkt haar actieplan uit in overleg met de FOREm ten einde de opleidings- en overstapmogelijkheden overeenkomstig het stelsel vast te leggen;

Het jaarlijkse actieplan vermeldt het P.L.I.C., dat het desnoods gedeeltelijk heroriënteert naar gelang van de evoluties van de sociaal-economische omgeving.

De MIRE legt haar actieplan voor het volgende burgerlijk jaar over aan de Subregionale adviescommissie van het stelsel. Dat jaarlijkse actieplan wordt vervolgens uiterlijk 1 oktober aan de administratie overgemaakt.

Dat jaarlijkse actieplan, waarvan het model door de Minister bepaald wordt, bevat de omschrijving van de overwogen acties, inclusief de gedelocaliseerde acties, alsook de onderzoeks- en ontwikkelingsacties inzake socio-professionele inschakeling.

Het jaarlijkse actieplan vermeldt, in samenhang met het P.L.I.C., de doelstellingen van de geplande acties, de duur ervan, het aantal betrokken rechthebbenden t.o.v. de analyse van de behoeften van de ondernemingen en van de bijzonder gefragiliseerde werkzoekenden en van hun kenmerken, alsook de overwogen partnerschappen en methodologie.

Daarnaast voorziet het jaarlijkse actieplan dat minimum 50 % van de individuele of collectieve acties vanaf de behoeften van de ondernemingen uitgewerkt wordt.

Het jaarlijkse actieplan bevat een uitvoerige vooruitlopende begroting waarin de behoeften en de menselijke, materiële en financiële middelen geïdentificeerd worden.

Het personeelsbestand dat de MIRE nodig heeft wordt berekend volgens de regel van een voltijds equivalent voor minimum twintig begeleide rechthebbenden, ongeacht de binnen de MIRE uitgeoefende functie; aan dat aantal worden drie voltijds equivalent werknemers toegevoegd voor de coördinatie en het administratief beheer van de MIRE.

Art. 13. De Minister keurt het jaarlijkse actieplan goed uiterlijk 1 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop het plan slaat, of verzoekt om de herziening ervan.

Indien het jaarlijkse actieplan na verhoor van de betrokken MIRE niet goedgekeurd wordt door de Minister, kan de erkenning maximum negentig dagen opgeschort worden. De MIRE moet binnen die termijn een nieuw actieplan overleggen dat herzien werd op grond van de elementen die haar werden meegedeeld als rechtvaardiging van de herzieningsaanvraag.

De afwijzing van het jaarlijkse actieplan door de Minister kan een intrekking van de erkenning tot gevolg hebben.

De beslissingen van de Minister tot opschorting of tot intrekking van de erkenning worden bij aangetekend schrijven aan de MIRE en per gewone post aan de C.S.E.F. en aan de FOREm meegedeeld.

De MIRE kan tegen die beslissingen beroep instellen bij de door het Stelsel ingestelde Commissie van beroep, volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Art. 14. De MIRE legt een activiteitenrapport betreffende het afgelopen burgerlijk jaar aan de Minister over uiterlijk 15 april van het burgerlijk jaar na dat waarop het rapport betrekking heeft, waarbij het rapport elektronisch gegenereerd wordt vanaf "MIRABEL", de elektronische toepassing gemeen aan de MIRE.

Dat activiteitenrapport, waarvan het model door de Minister bepaald wordt, moet de activiteit van de MIRE weergeven. Het bevat o.a. :

1° de eventuele wijzigingen in de samenstelling van de raad van bestuur en van het door de MIRE tewerkgestelde personeel;

2° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens, t.o.v. de doelstellingen waarin het jaarlijkse actieplan voorziet en zoals omschreven in het P.L.I.C. naar gelang van de factoren i.v.m. de sociaal-economische omgeving of geground op evenementen die zich in het afgelopen jaar hebben voorgedaan, en, anderzijds, de processen tot stand gebracht om die doelstellingen te halen;

3° een kritische analyse van de goede resultaten en van de eventuele mislukkingen;

4° de tekens van voldoening van de betrokken actoren, met name de rechthebbenden, de partneroperatoren en de werkgevers;

5° de financiële balans en de rekeningen van het afgelopen jaar, in het formaat bepaald bij of krachtens artikel 17, § 1, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, zoals goedgekeurd door de algemene vergadering.

Aan de hand van de elementen die duidelijk aangegeven worden in het activiteitenrapport kan de Minister nagaan of het actieplan, zoals het door hem is goedgekeurd, voor minimum 85 % werd uitgevoerd en of minimum 50 % van de begeleide rechthebbenden in de betrekking ingeschakeld zijn, excl. startbaan- of overgangsbetrekking.

Art. 15. De Minister keurt het activiteitenrapport uiterlijk 1 juli goed of verzoekt om bijkomende gegevens.

Indien het activiteitenrapport na verhoor van de betrokken MIRE niet goedgekeurd wordt door de Minister, kan de erkenning maximum negentig dagen opgeschort worden. Gedurende die termijn kan de MIRE het activiteitenrapport aanvullen, er desnoods verbeteringen in aanbrengen of de bewijsstukken voor haar activiteit overleggen.

De definitieve niet-goedkeuring van het activiteitenrapport kan de intrekking van de erkenning van de MIRE tot gevolg hebben.

De beslissingen van de Minister tot opschorting of tot intrekking van de erkenning worden bij aangetekend schrijven aan de MIRE en per gewone post aan de C.S.E.F. en aan de FOREm meegedeeld.

De MIRE kan tegen die beslissingen beroep instellen bij de door het stelsel ingestelde Commissie van beroep, volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

HOOFDSTUK V. — *Jaarlijkse werkingssubsidie*

Art. 16. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Minister aan de MIRE een werkingssubsidie die bepaald wordt op basis van het P.L.I.C. en voor de duur ervan.

Die subsidie kan evenwel jaarlijks herzien worden, neerwaarts, of het voorwerp van een bonus uitmaken op basis van het jaarlijkse activiteitenrapport.

De subsidie bedoeld in het eerste lid bestaat uit een basisbedrag, een variabel bedrag en, desgevallend, een bonus.

Het basisbedrag, gelijk aan 70 % van de subsidie waarvan het globale bedrag berekend wordt op basis van artikel 13, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet, kan toegekend worden o.a. in de vorm van een tegemoetkoming zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Het variabele bedrag, gelijk aan 30 % maximum van de subsidie waarvan het globale bedrag berekend wordt op basis van artikel 13, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet, wordt toegekend naar gelang van de verwezenlijking van de doelstellingen van het jaarlijkse activiteitenrapport.

Dat variabele bedrag wordt in zijn geheel toegekend indien minimum 85 % van de doelstellingen van het jaarlijkse activiteitenrapport gehaald worden wat het aantal begeleide rechthebbenden betreft, en indien minimum 50 % van de begeleide rechthebbenden ingeschakeld zijn in de betrekking, excl. startbaan- of overgangsbetrekking.

Indien die drempels niet bereikt worden, wordt het variabele bedrag naar rato van de behaalde resultaten verminderd.

De subsidie bedoeld in het eerste lid kan ook een bonus inhouden die gelijk is aan 20 % van de subsidie waarvan het globale bedrag berekend wordt op basis van artikel 13, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet.

De bonus kan door de Minister toegekend worden naar gelang van de prestaties van de MIRE, gemeten naar rato van de overschrijding van de doelstellingen van het jaarlijkse actieplan.

Die bonus kan ook toegekend worden ter ondersteuning van projecten gericht op doelgroepen die volkomen buiten de arbeidsmarkt staan, projecten met het oog op een bijzonder hoog percentage inschakeling in duurzame en kwaliteitsvolle betrekkingen of projecten die leiden naar duurzame betrekkingen die zich onderscheiden inzake kwaliteit, statuten of contracten die aan de rechthebbenden worden overgelegd, of inzake promotiemogelijkheden binnen de onderneming of permanente opleidingsmogelijkheden.

De Minister bepaalt de wijze van berekening van de bonus na advies van het I.W.E.P.S. over de geïdentificeerde kenmerken van de doelgroepen en de projecten die aanleiding kunnen geven tot de toekenning van een bonus.

Art. 17. De MIRE bezorgen de administratie uiterlijk 31 januari de volledige lijsten van de tewerkgestelde personen, van de rechthebbenden die ingevolge de door de MIRE gevoerde acties in een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking zijn ingeschakeld en wiens opvolging in de betrekking afgesloten is door de balans bedoeld in artikel 8, § 2, en van de in artikel 8, § 3, 5°, bedoelde rechthebbenden begeleid gedurende het eerste semester van het voorafgaande jaar en, uiterlijk 31 augustus de volledige lijsten van de rechthebbenden die volgens dezelfde criteria gedurende het tweede semester van het voorafgaande jaar werden ingeschakeld en begeleid.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning en subsidiëring van de Intermire*

Art. 18. Overeenkomstig artikel 12bis, derde en vierde lid, van het decreet, wijst de Regering op de voordracht van de Minister de Intermire aan die belast wordt met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 12bis, eerste lid, van het decreet.

Art. 19. Om de subsidies te genieten moet de Intermire de volgende voorwaarden vervullen :

1° de voorzitter van de raad van bestuur wordt bij gewone meerderheid gekozen door de vertegenwoordigers van elk van de raden van bestuur van de MIRE, zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, d) en e), van het decreet, en door de vier vertegenwoordigers aangewezen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne", die de raad van bestuur van de Intermire vormen;

2° de raad van bestuur neemt al zijn beslissingen bij gewone meerderheid;

3° een vertegenwoordiger van de FOREm en een vertegenwoordiger van de administratie hebben als waarnemer zitting in de raad van bestuur;

4° de Intermire mag niet tussenkomen in het beheer van een MIRE;

5° de Intermire maakt een tweejarig actieplan en een jaarlijks activiteitenrapport op die ze aan de instanties van de MIRE, aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" en aan de Minister overlegt;

6° de Intermire richt operationele werkgroepen per aangesneden thema op; die groepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de MIRE, uit door de MIRE gemandateerde personen of uit deskundigen;

7° de Intermire zorgt voor de organisatie, de animatie, de opvolging en het secretariaat van die werkgroepen.

De Intermire legt haar huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Minister voor.

De Minister sluit met de Intermire de overeenkomst bedoeld in artikel 12bis, tweede lid, van het decreet, die voorziet in een jaarlijkse evaluatie op grond waarvan ze hernieuwd kan worden.

Art. 20. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" bezorgt de Minister uiterlijk 1 oktober op basis van de P.L.I.C. actieplannen en activiteitenrapporten die hem door de administratie meegedeeld zullen worden, alsook elk bijkomend gegeven aan de hand waarvan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" ingelicht wordt over de tenuitvoerlegging van het decreet, een jaarlijks rapport over de uitvoering van het decreet. De Minister legt het aan de Regering over.

Overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet, maakt de Regering dat rapport uiterlijk 1 december aan het Waals Parlement over.

HOOFDSTUK VII. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 21. Het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 22. De artikelen 33 tot 39 van het decreet 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, het decreet van 19 maart 2009 tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en dit besluit treden in werking op 1 juli 2009.

Art. 23. De voor de inwerkingtreding van het decreet erkende MIRE behouden hun erkenning tot ze erkend worden onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin het decreet voorziet, uiterlijk 31 december 2009.

Art. 24. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2784

[2009/203664]

30 JUN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables notamment les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments;